

JEAN-LOUP IZAMBERT

# TRUMP

## FACE À L'EUROPE



PEUT-ON ÉVITER  
UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE ?

**Retrouvez toutes nos actualités  
sur les réseaux sociaux :**

Facebook.com / isedition

Twitter.com / is\_edition

Google.com / +is-edition

© 2017 – IS Edition

Marseille Innovation. 37 rue Guibal

13003 MARSEILLE

www.is-edition.com

ISBN (Livre) : 978-2-36845-131-1

ISBN (Ebooks) : 978-2-36845-132-8

Responsable du Comité de lecture : Pascale Averty

Directrice d'ouvrage : Marina Di Pauli

Illustration de couverture : © Shutterstock

Collection « Faits de société »

Directeur : Harald Bénoliel

*Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur, de ses ayants-droits, ou de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes de l'article L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.*

JEAN-LOUP IZAMBERT

# TRUMP

## FACE À L'EUROPE

ISEDITION

## DU MÊME AUTEUR

*Le krach des 40 banques* (Éd. Le Félin, 1998)

*Le Crédit Agricole hors la loi ?* (Éd. Carnot, 2001. Traduit en russe : Éd. Ria-Novosti, 2002)

*Crédit Lyonnais, la mascarade* (Éd. Carnot, 2003)

*ONU, violations humaines* (Éd. Carnot, 2003. Trad. anglaise : Éd. Carnot USA Books, 2003)

*Faut-il brûler l'ONU ?* (Éd. du Rocher, 2004)

*Les Démons du Crédit Agricole* (Éd. L'Arganier, 2005)

*Pourquoi la crise ?* (Éd. Amalthée, 2009)

*Crimes sans châtiment* (Éd. 20cœurs, 2013)

*56 – Tome 1 : L'État français complice de groupes criminels* (Ed. IS Edition, 2015)

*56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État* (Ed. IS Edition, 2017)

## CHAPITRE 1 - UN NOUVEAU MONDE SE LÈVE

*Connaissez-vous l'OCS ? Trois lettres derrière lesquelles une constellation de pays fait le choix de la paix et du développement en préservant chacun leur souveraineté et leur identité. C'est la raison essentielle des attaques menées par Washington contre la « maison commune » européenne. Quel est ce nouveau monde qui se lève ?*

*« L'essentiel, pour jouer un rôle international, c'est d'exister par soi-même, en soi-même, chez soi. Il n'y a pas de réalité internationale qui ne soit d'abord une réalité nationale »,* affirmait le général de Gaulle en décembre 1959.

Mais, une soixantaine d'années plus tard, le visionnaire en matière de politique étrangère attend toujours un héritier digne de l'idée. Il faut lire *Un printemps russe* d'Alexandre Latsa<sup>1</sup> pour comprendre comment la France a, depuis 1969, déserté le chantier de l'édification de la grande Europe qui va de Vladivostok à Lisbonne. Privés de vision, d'audace et de projet civilisationnel, tous les dirigeants qui ont succédé au général de Gaulle ont, en une trentaine d'années, depuis le Traité de Maastricht (février 1992), enfermé la France dans le petit recoin occidental du continent.

*Un printemps russe* n'est pas seulement un livre de géopolitique fort intéressant. C'est le témoignage vivant d'un Français, dirigeant de société

---

1. *Un printemps russe*, par Alexandre Latsa, Éd. des Syrtes, 2016.

installé en Fédération de Russie depuis 2008, sur les tempêtes contemporaines de l'Histoire qui soufflent sur le continent. Passant en revue les années noires de la présidence de Boris Eltsine de juin 1991 à décembre 1999, observant dans l'Histoire comme dans son vécu quotidien le lent mais continu et prospère redressement de la Fédération de Russie, Alexandre Latsa livre les éléments essentiels de la construction européenne. Deux caractéristiques dominent celle-ci : l'incessante immixtion des dirigeants de Washington dans ses affaires intérieures et la montée en puissance du monde multipolaire dont Moscou a ouvert les portes, avec ses partenaires de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et d'autres organisations plurinationales.

À l'Ouest, rien de nouveau. Quand le vent souffle de Washington, c'est uniquement pour attiser les braises de conflits afin d'empêcher la construction de la « maison commune » européenne. Et à l'Est ?

Georgi Arbatov, conseiller politique de plusieurs dirigeants du Parti communiste d'Union soviétique, spécialiste en relations internationales et fin connaisseur de l'Amérique du Nord, rencontrant en 1987 des représentants de l'Administration étasunienne, les avait avertis en une petite phrase des grands bouleversements en préparation dès cette époque : « *Nous allons vous rendre le pire des services : nous allons vous priver d'ennemi !* ». La prétendue « menace communiste », bien identifiée, répétée à longueur de propagande, prévisible, facile à désigner au travers de l'Union soviétique, a disparu du jour au lendemain avec la suppression du « rideau de fer ». Cette décision, envisagée en 1982 à l'initiative de collaborateurs de Iouri Andropov<sup>2</sup> et prise par des dirigeants communistes de quelques pays, sera précisée dans ses

---

2. Membre du Parti communiste d'Union soviétique, ancien responsable des relations avec les partis communistes et ouvriers des pays socialistes, dirigeant du KGB (1967-1982). Secrétaire général du PCUS de 1982 à 1984, année de son décès, Iouri Andropov sera l'un des dirigeants communistes à l'origine de la modification des rapports entre partis communistes, de la restructuration politique et économique de la Russie et du renouvellement de la politique de coexistence pacifique.

modalités en 1987 et deviendra effective en 1989. Elle se fixait plusieurs objectifs : lever les obstacles à l'ouverture du grand espace naturel européen de Vladivostok à Lisbonne, enlever à l'impérialisme étasunien tout prétexte lui permettant de justifier sa présence militaire et son hégémonie dans cet espace, créer de nouvelles structures favorisant le développement politique, économique et social de l'Eurasie – OCS, Union européenne eurasiatique (UEEA), Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), Forum économique international de Saint-Petersbourg, etc. –, engager de nouvelles relations avec les nations du versant ouest de l'Eurasie – dont l'UEEA est une ébauche –, et redéployer les forces de paix et de progrès à partir de plusieurs centres géostratégiques (Brésil/Russie/Inde/Chine/Afrique du Sud).

Le monde multipolaire ébauché pouvait ainsi se mettre en place sur les principes de coexistence pacifique, d'élargissement des zones de paix et de coopérations mutuellement avantageuses entre les peuples. Aux espaces figés et stériles nés de la Guerre froide succéderaient ainsi des pôles dynamiques, catalyseurs de paix et de progrès. Quelques mois de l'année 1989 avaient suffi pour que « l'ennemi nécessaire » à l'impérialisme US disparaisse.

Trente ans plus tard, sans doute intoxiqués par leur propre propagande, il semble que les dirigeants étasuniens n'aient toujours pas réalisé que « l'homme au couteau entre les dents »<sup>3</sup> a, depuis belle lurette, appris les langues<sup>4</sup>, le fonctionnement des circuits financiers

---

3. « L'homme au couteau entre les dents » est une affiche éditée en 1919 pour appeler à « voter contre le bolchevisme ». Elle symbolisera durant de longues années la lutte contre le communisme, dans une propagande dont le message ne vise, selon les périodes, qu'à détruire, dénoncer, assassiner.

4. En 1982, l'une des principales langues enseignées à l'École des diplomates de Moscou était le portugais. De nombreux jeunes cadres de l'époque sont devenus, dans les années 2000, des acteurs importants des relations entre la Fédération de Russie et plusieurs pays (en dehors du Portugal) dont la langue officielle est le portugais, tels le Brésil, le Mozambique, l'Angola, la Guinée équatoriale ou Macao.

internationaux, maîtrise aussi bien les relations internationales que les systèmes d'information les plus sophistiqués, s'active au sein d'organisations internationales à la promotion de la paix et du co-développement, et dirige des entreprises performantes, y compris des sociétés transnationales.

Dès le début des années 1990, privés d'ennemi identifiable en raison de la disparition du « rideau de fer », les dirigeants étasuniens ont eu la hantise de voir se construire « *l'Europe tout entière d'un bout à l'autre de notre ancien continent* », selon la formule du général de Gaulle. Cela signifiait que l'Europe occidentale allait se rapprocher de la Fédération de Russie, trait d'union avec les pays d'Asie. Le continent européen risque alors de devenir la première puissance mondiale.

Vingt ans plus tard, ne pouvant développer avec les peuples que des rapports de domination en raison de la nature même de leur système économique<sup>5</sup>, ce cauchemar les habite encore plus fortement. Au cœur de leurs nuits blanches : la naissance d'un monde multipolaire d'où est exclue toute hégémonie d'un État sur les autres, à commencer par celle des États-Unis.

**L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a été conçue à partir de la plate-forme informelle dite « Shanghai Cinq », établie en 1996 par la République populaire de Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Fédération de Russie et le Tadjikistan.** Cette structure avait pour objectif, dans un premier temps, de renforcer la confiance entre partenaires fondateurs, d'entreprendre des désarmements dans les régions frontalières de ses membres et de promouvoir les coopérations régionales. L'Ouzbékistan rejoindra le groupe des pays fondateurs et, le 15 juin 2001, l'OCS sera officiellement constituée et lancée. Depuis, celle-ci a développé ses structures et créé une dynamique qui ne cesse de monter en puissance.

---

5. Rappelons que les sociétés transnationales capitalistes n'ont pas pour objectif de construire des partenariats mutuellement avantageux au service de l'intérêt général des peuples, mais de rechercher *le profit financier maximum immédiat par tous moyens* pour enrichir les pactes de leurs gros actionnaires privés.

Moins de dix années après que les médias occidentaux aient claironné « *la chute du communisme* », la naissance de l'OCS – structure politique, financière, économique et militaire – marque le passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire. En 2004, la Mongolie devient membre observateur de l'OCS ; les années suivantes, d'autres grands pays y sont à leur tour invités comme observateurs (Inde, Iran, Pakistan) ; en 2009, le Sri Lanka et la Biélorussie en sont partenaires de discussion. En 2010, l'OCS compte plusieurs pays invités comme l'Ukraine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, le Laos, le Cambodge et quelques autres. En 2014, Moscou et Pékin préparent la « dédollarisation » de l'économie mondiale avec les pays qui s'opposent à tout impérialisme et souhaitent jeter les bases de nouveaux rapports politiques et économiques. L'Inde et le Pakistan en deviennent membres en 2016.

**La population des huit pays membres permanents de l'OCS représente 3,2 milliards d'habitants – 45 % de la population mondiale – sur 37,5 millions de kilomètres carrés.** Elle regroupe près de 40 % des ressources d'uranium, 40 % du charbon et du gaz naturel, et 25 % des ressources mondiales de pétrole, non compris les membres actuellement observateurs ou sur le point d'y adhérer. **Mais géographiquement, l'Eurasie en devenir couvre près de 54 millions de kilomètres carrés où vivent près de 5 milliards d'habitants.** Avec deux langues de travail, le chinois et le russe, l'OCS s'est mise en place et développée plus rapidement que la petite Union européenne (511 millions d'habitants sur 4,338 millions de kilomètres carrés), bien qu'ayant des problèmes de plus grande ampleur à surmonter : territoire près de dix fois plus vaste, diversités géographiques, climatiques et culturelles, différences juridiques, etc.<sup>6</sup> En 2016, l'OCS compte quatre États observateurs (Afghanistan, Iran, Mongolie et Biélorussie), six

---

6. Au cours de son développement, l'OCS a parfois pris le nom d'Organisation de Coopération et de Sécurité. Voir les sites Internet : [www.infoshos.ru](http://www.infoshos.ru) et [www.strategic-culture.org](http://www.strategic-culture.org).

partenaires de discussion (Sri Lanka, Turquie, Cambodge, Azerbaïdjan, Arménie et Népal) et trois invités (Turkménistan, ASEAN<sup>7</sup> et CEI<sup>8</sup>).

## **Une organisation de compétences efficace**

Ici, pas de parlement central sans pouvoir, pas de commission de hauts fonctionnaires inamovibles qui décident seuls du devenir des nations, pas d'armée de dizaines de milliers de fonctionnaires qui régissent la vie de centaines de millions de citoyens comme à Bruxelles. Respectueuse des souverainetés et identités nationales, l'OCS n'est pas un État supranational.

**Les organes de direction de l'OCS sont uniquement composés de membres élus par les populations des pays lors des différentes élections, tous égaux entre eux. La structure de l'OCS se partage entre Pékin (secrétariat), Tachkent (Centre régional du contre-terrorisme) et Moscou (Conseil des affaires).** Objectifs principaux de l'OCS : renforcer la confiance mutuelle et développer des relations de bon voisinage entre États membres ; faciliter leur coopération dans les domaines politiques, économiques et commerciaux, scientifiques et techniques, culturels et éducatifs, ainsi que dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme et de l'environnement ; sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité régionale ; œuvrer à la création d'un nouvel ordre politique et économique international plus juste et démocratique. Se fixant pour but de lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'impérialisme des États-Unis, l'OCS a décidé la fermeture des bases étasuniennes sur ses territoires.

**L'OCS est organisée autour d'un Conseil des chefs d'État, qui se réunit chaque année et prend les plus importantes décisions, et d'un Conseil des chefs de gouvernement, qui élabore la stratégie de**

---

7. ASEAN : Association des nations de l'Asie du sud-est.

Fondée en 1967 à Bangkok, elle regroupe dix pays de cette région.

8. CEI : Confédération des États indépendants.

Organisation intergouvernementale fondée en décembre 1991 composée de neuf États membres issus des anciennes républiques soviétiques.

développement dans tous les domaines et vote le budget annuel de l'organisation. **Plusieurs structures communes de rencontres** réunissant les représentants des parlements et des ministères de tous secteurs civils et militaires **complètent l'architecture des organismes décisionnels. Un Conseil des coordinateurs nationaux a en charge d'harmoniser l'action conjointe des membres** sur l'ensemble des questions traitées. Le Secrétaire général de l'OCS et les membres du Comité directeur exécutif sont élus pour une période de trois ans. Les représentants des pays membres sont responsables de leurs choix devant leurs parlements nationaux respectifs.

**Le 26 octobre 2005, l'OCS s'est dotée d'un Consortium inter-banques d'affaires réunissant les principales banques de chaque État membre et, le 14 juin 2006, d'un Conseil des affaires composé des principaux dirigeants des secteurs économiques-clés de chaque État membre.** Deux de ses principaux objectifs sont de favoriser tous les projets de développement en faveur des populations du territoire de l'OCS (santé, éducation, formation, logement, emploi) et de développer des relations d'affaires mutuellement avantageuses dans les secteurs de l'énergie, des nouvelles technologies et de la protection de l'environnement. La libre circulation des personnes et des capitaux entre États membres est également à l'ordre du jour.

**Au plan militaire, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC),** dont se sont dotés en 2001 la Fédération de Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizistan, a connu plusieurs évolutions rapides.

Depuis 2009, un commandement unifié et une force d'intervention rapide ont été mis en place afin de contrer toute agression militaire contre l'un de ses membres et lutter contre l'impérialisme, le terrorisme, le crime organisé et le trafic de stupéfiants. En octobre 2007, l'OTSC coopère avec l'OCS et apporte son expérience technologique, de prévention et de défense à chacun de ses membres, y compris par l'équipement, le perfectionnement de la coordination de ses armées et le développement de manœuvres communes engageant plusieurs dizaines de milliers d'hommes en différents points de sa zone. L'OTSC dirige les

opérations propres à l'OCS, mais également des initiatives militaires nationales et multinationales des États membres.

Avec le développement des structures de l'Eurasie et son émergence comme première puissance et pôle mondial de progrès et de paix, les pays de l'Union européenne doivent désormais choisir : poursuivre leur déclin sous la houlette des États-Unis ou retrouver leur souveraineté et leur dynamisme en s'associant aux nations membres de l'UEEA et parfaire cette nouvelle construction européenne.

### **BRICS : au cœur du monde multipolaire**

À partir des années 2000, dans le même temps que s'organisait et se développait l'OCS, le groupe **BRIC** s'est constitué. Réunissant dans un premier temps le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la République populaire de Chine, il tient ses premiers sommets en Fédération de Russie (2009), puis au Brésil (2010). L'année suivante, la volonté politique du gouvernement d'Afrique du Sud d'œuvrer pour un monde multipolaire, ainsi que le dynamisme des milieux d'affaires sud-africains et de la bourse de Johannesburg, favorisent l'entrée du pays dans le groupe, qui devient alors le **BRICS**.

Complémentaires, tous agissent d'un commun accord sur trois objectifs essentiels : préserver et renforcer la paix, refuser tout impérialisme, assurer le développement culturel, économique et social de leurs pays. Cette alliance s'organise relativement vite, ses partenaires tissant des liens étroits et engageant des chantiers de développement importants. Ces coopérations mutuellement avantageuses vont permettre aux pays membres de sortir progressivement de la crise et du diktat des organisations financières pilotées par les États-Unis. En 2016, le groupe BRICS rassemble 3,6 milliards d'habitants (soit près de 45 % de la population mondiale) sur 26 % du territoire de la planète, et représente près de 27 % du Produit Mondial Brut. Mais surtout, l'ensemble des pays du BRICS, malgré les obstacles dressés par Washington, affichent un taux de croissance en légère mais constante progression : 3,9 % en 2015, 4,6 % en 2016, avec une prévision de 5,3 % en 2017.

Organisation souple, elle déploie une multitude d'initiatives dans tous les domaines. Dans un très intéressant article publié dans la revue de géopolitique *Conflits*, Olivier de Maison Rouge, avocat, docteur en droit, membre du Comité scientifique de l'Institut international d'intelligence économique et stratégique, relève, par exemple, que l'« *on peut se satisfaire de voir que le BRICS a globalement adopté un système juridique de droit écrit (cela vaut notamment en droit constitutionnel, droit de la propriété intellectuelle, droit civil...)*. Ceci pourrait traduire un effet de bascule inverse à celui impulsé actuellement par les États-Unis »<sup>9</sup>. Les réalisations économiques et sociales des pays membres de l'OCS et du groupe BRICS attirent de nouveaux pays, qui souhaitent se développer sans passer sous les fourches caudines des banques et organismes financiers capitalistes anglo-saxons.

Cette dynamique va toucher d'autres pays. Le site Internet du BRICS donne les données essentielles de son organisation et de son fonctionnement, de son travail, de ses résultats comme de ses chantiers et projets en cours ou en discussion<sup>10</sup>. Mais l'Europe doit également prendre toute sa place dans ce processus de renforcement de la paix et de développement économique et social.

## **Naissance de l'Union économique eurasiatique**

Les dirigeants de l'Union européenne ne cessant de prendre des décisions contraires à ces idéaux, le 18 novembre 2011, les présidents de la Fédération de Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan signaient un accord créant l'Union économique eurasiatique (UEEA). L'Arménie y adhéra le 9 octobre 2014. Puis, après discussion et approbation des parlements de chaque État, y compris ceux du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, la nouvelle Union économique eurasiatique a pris une nouvelle dimension début janvier 2015.

---

9. *La guerre des droits*, par Olivier de Maison Rouge, *Conflits*, hors-série n°1, hiver 2014, p. 61 à 64. [www.revueconflits.com](http://www.revueconflits.com).

10. Voir [www.infobrics.org](http://www.infobrics.org).

Cette nouvelle organisation multinationale, qui constitue le cœur du continent eurasiatique, se développe sur la base du volontariat, réunit des États souverains et a pour objectif prioritaire de dynamiser la prospérité économique de ses membres. Rejetant le modèle d'institution supranationale, l'Union économique eurasiatique (UEEA) est une « union de nations ». Destinée à favoriser la reconfiguration des milieux bancaires de son territoire, le développement des infrastructures et des accords avec différents pays, elle intervient également aussi bien en matière de politique douanière que de politique énergétique, de marchés publics, de sécurité et de lutte anti-corruption.

Le traité instituant l'UEEA, signé le 29 mai 2014 à Astana, capitale du Kazakhstan, fixe les ententes intervenues entre la Fédération de Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan et les principes fondateurs de l'Union. L'objectif est alors de passer à une forme plus avancée d'intégration des trois pays, qui possèdent déjà un territoire douanier commun. Deux nouveaux membres la rejoignent par la suite : l'Arménie (en octobre 2014) et le Kirghizistan (août 2015). Courant 2015, l'UEEA comptait 180 millions d'habitants sur un peu plus de 20 millions de kilomètres carrés. La nouvelle Union pourrait s'étendre progressivement de la Finlande à la République islamique d'Iran, en passant par certains pays d'Europe centrale et du sud (Hongrie, République tchèque, Bulgarie, République de Serbie). La Turquie – mais également la Mongolie et d'autres pays – est intéressée pour travailler avec elle.

Début 2015, malgré des pressions étasuniennes exercées sur plusieurs États pour saboter ces coopérations économiques et empêcher le développement de l'UEEA, **une quarantaine de pays et de groupes d'intégration (Égypte, Turquie, Israël, Iran, Inde, Vietnam, Cuba, Venezuela, République arabe syrienne notamment) ont officiellement signifié leur désir de créer des zones de libre-échange avec elle.** Fin novembre 2014, Hadi Soleimanpour, vice-ministre iranien des Affaires étrangères, estimait que « *la conclusion que l'on peut tirer de la situation actuelle est que l'époque de l'hégémonie des États-Unis touche à sa fin. La force et la puissance de l'Europe diminuent elles aussi* ». Et d'observer que dans le même temps, « *la Russie, des forces émergentes et des États puissants,*

*dont l'Iran, développent leurs relations, ce qui contribue à former un nouveau monde multipolaire »<sup>11</sup>.*

## **Deux conceptions du monde s'opposent**

Deux grandes tendances sont apparues depuis les années 2000 et persistent en s'amplifiant.

D'un côté, les États capitalistes occidentaux connaissent une grave crise, profonde, structurelle, qui se caractérise par un enrichissement de privilégiés à un pôle de la société tandis que la grande masse des populations voit sa situation se dégrader de manière continue.

De l'autre, les États membres des pays de l'OCS, de l'UEEA et du BRICS, où la misère recule, où le bien-être de l'ensemble des populations est en légère mais constante augmentation, et où de grands projets sont en chantier ou en prévision. Dans tous les domaines, les membres de l'OCS enrichissent et fortifient le droit international, et rejettent toute intervention de puissance extérieure dans leur espace voué à la paix et au développement. Cet élan politique puise son énergie au cœur de relations sans précédent tissées entre la Fédération de Russie, la République populaire de Chine et leurs partenaires directs (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan) comme avec les nouveaux États qui les rejoignent, tels l'Inde, le Pakistan ou la République islamique d'Iran. Ceux-ci, par les principes qu'ils mettent en pratique et les réalisations auxquelles ils œuvrent depuis 2001, attirent dans leur dynamique une multitude de pays.

**Fin juin 2016, les dirigeants des pays membres de l'OCS réunis à Tachkent, en Ouzbékistan, signaient les mémorandums portant sur l'adhésion de l'Inde et du Pakistan.** La République islamique d'Iran, qui est alors membre observateur au sein de l'organisation, a, elle aussi, de sérieuses chances de devenir membre de plein droit de l'OCS. Les avancées de cette organisation préservant la souveraineté nationale dans

---

11. *L'hégémonie mondiale des États-Unis touche à sa fin*, RIA Novosti, 24 novembre 2014.

une construction euro-asiatique collective donnent aux peuples matière à réflexion sur leurs rapports avec l'Occident, empêtré dans sa crise et ses guerres.

Un fait, parmi d'autres, illustre la puissance du monde multipolaire en formation. Le format du G8, club informel qui réunissait quelques-unes des plus importantes économies du monde, a cessé d'exister en 2014 après la réunification de la Crimée avec la Fédération de Russie. À l'époque, les dirigeants des grandes puissances occidentales ont refusé de participer au sommet du G8 présidé par la Fédération de Russie et censé se tenir à Sotchi. Au lieu de cela, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Canada ont tenu un sommet du G7 à Bruxelles. Fin août 2016, les membres de ce club, sans doute pressés par les succès économiques en cours du BRICS et de l'OCS, ont reconsidéré leur position et affirmé vouloir « rétablir la confiance perdue dans les relations avec la Russie ». Mais ce n'est plus ainsi que les choses fonctionnent. Le temps où les puissances occidentales claquaient des doigts pour décider des relations internationales est terminé. Le monde change, et désormais, ni la Fédération de Russie, ni la République populaire de Chine, ni les autres membres du BRICS ou d'autres grandes puissances mondiales n'ont besoin d'une quelconque recommandation du G7 pour aller de l'avant. Comme le fait justement remarquer Alexandre Latsa, « de l'hiver serbe en 1999 au printemps de Crimée en 2014, ce sont deux conceptions du monde, mais aussi deux méthodes de gestion des territoires qui s'opposent »<sup>12</sup>.

Embourbés dans la crise de leur système, les dirigeants étasuniens et de l'Union européenne n'acceptent pas de voir leur hégémonie remise en cause par le nouveau monde multipolaire qui prend forme et leur échappe. Latsa observe ainsi qu'« en développant une politique de puissance sur le long terme, la Russie apparaît désormais, pour un nombre croissant d'Européens, mais aussi d'Africains, d'Asiatiques ou de ressortissants du monde musulman, comme une forme d'anti-modèle, de contre-modèle capable de

---

12. *Un printemps russe*, par Alexandre Latsa, Éd. des Syrtes, avril 2016, p. 159.

*proposer une alternative à la voie sans issue dans laquelle s'est engagé le modèle dominant actuel »<sup>13</sup>.*

Cette montée en puissance de l'OCS et l'affaiblissement financier, économique et social continu des États-Unis en pleine crise conduisent les dirigeants de Washington dans une fuite en avant dangereuse pour la paix mondiale. Ils multiplient les attaques de toutes sortes – médiatiques, économiques, financières, sociales, subversives et militaires – contre les États qui refusent leur diktat. Ils ciblent principalement les États membres de l'OCS ou sur le point d'y adhérer, mais aussi *toute* l'Europe.

Ces attaques répétées contre les peuples et justifiées à coups de campagnes médiatiques mensongères tout au long de l'histoire des États-Unis en ont fait « le pays de la guerre ».

FIN DE L'EXTRAIT

*Il vous reste 94% du livre à lire sur la version complète*

---

13. *Un printemps russe*, par Alexandre Latsa, Éd. des Syrtes, avril 2016, p. 160.

## TABLE DES MATIÈRES DE LA VERSION COMPLÈTE

DU MÊME AUTEUR.....	4
CHAPITRE 1 - Un nouveau monde se lève.....	5
CHAPITRE 2 - « Le pays de la guerre ».....	18
CHAPITRE 3 - Le coup de « la menace russe ».....	26
CHAPITRE 4 - Contrôler les médias pour préparer l'opinion à la guerre.....	43
CHAPITRE 5 - Tirer sur la Russie pour abattre l'Europe.....	65
CHAPITRE 6 - Détruire les nations pour mieux les piller.....	118
CHAPITRE 7 - Favoriser une immigration massive.....	150
CHAPITRE 8 - Coupler le terrorisme avec l'immigration.....	176
CHAPITRE 9 - Des criminels sous haute protection.....	195
CHAPITRE 10 - Washington ouvre un nouveau conflit en Europe.....	211
CHAPITRE 11 - L'Europe entre guerre et paix.....	226
CHAPITRE 12 - Trump et Clinton : Deux faces d'un même système.....	239
À propos de l'auteur.....	261